

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

3 rue Récamier
75007 PARIS

RAPPORT

de

FERCO S.A.S

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

-:-:-:-:-

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES 21-22 JUIN 2025

– RENNES–





103, Avenue Raspail – 94250 Gentilly
Tél : 01.47.40.81.50
ferco@ferco-experts.fr
www.ferco-experts.fr

Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les Secrétaires Généraux,
Mesdames et Messieurs, représentants des Fédérations,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe « Conventions générales comptables - immobilisations financières » « Eléments relevant de plusieurs postes du bilan » et « Renseignements concernant les filiales et les participations au 31/12/2024 » qui indiquent les engagements et positions comptables avec les entreprises liées et les entités du réseau.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Chapitre III – Informations complémentaires – Fonds dédiés

Le poste fonds dédiés est alimenté par les fonds reçus de financeurs et non utilisés à la clôture de l'exercice. Ce poste est évalué par votre Directeur Général des services en fonction des actions menées sur l'exercice.

Chapitre IV - Délégation de Service Public

Le chapitre qui traite du CISP décrit le degré d'avancement des travaux de réhabilitation contractuels ainsi que le traitement comptable qui leur est appliqué.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables retenues par votre Association pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données, dans le rapport moral et dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration lors de sa séance du 15 mai 2025.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Comme chaque année, nous avons établi un rapport particulier qui donne une information complémentaire sur les résultats produits par les annexes et les structures partenaires de LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT durant l'année 2024. De plus, conformément à la loi du 15 mai 2001, nous avons rédigé un rapport spécial sur les conventions réglementées, qui retrace les conclusions de nos contrôles en ce domaine.

Paris, le 6 juin 2025

Pour **FERCO S.A.S**
Commissaire aux Comptes
Jean - Christophe FORESTIER
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

BILAN

ET

COMPTE DE RESULTAT

2024

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

COMPTES ANNUELS 2024

ET L'ANNEXE

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS

♦ Bilan au 31 décembre 2024	1 - 2
♦ Compte de résultat 2024	3 - 4

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

- Principes comptables	5 à 9
- Mouvements des immobilisations et des amortissements	10
- Variations des fonds associatifs – Mouvements des dépréciations et provisions	11
- Echéances créances et dettes	12
- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	13
- Suivi des Fonds Dédiés	14
- Détail des subventions	15
- Emprunts auprès des établissements de crédit	16
- Produits à recevoir - Charges à payer - Charges et produits constatés d'avance	17
- Engagements financiers	18
- Effectifs	19
- Renseignements concernant les filiales et les participations	20

BILAN ACTIF

Désignation de l'association L.1901 :	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	Durée de l'exercice (mois)	12
Adresse de l'association :	3, rue Récamier 75007 PARIS	Durée de (n-1)	12
Numéro Siret :	775 666 415 00010	code NAF :	9499 Z

		A Fin (n-1) clos le				
		n°	A Fin (n) clos le :		31/12/2024	31/12/2023
			Valeur Brute	Amor.& Dépréciations.	Valeur Nette	Valeur Nette
ACTIF IMMOBILISE			Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		A1	1 125 785,34	878 450,25	247 335,09	263 393,14
. Logiciels		A2				
. Autres		A3	1 125 785,34	878 450,25	247 335,09	263 393,14
. Avances et acomptes		A4				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		A5	60 677 309,43	36 730 615,72	23 946 693,71	23 877 681,03
. Terrains		A6	13 775 826,16		13 775 826,16	13 775 826,16
. Constructions		A7	39 783 437,09	31 268 191,01	8 515 246,08	8 651 406,00
. Installations techniques, matériel et outillage industriel		A8	3 375 277,13	2 919 352,14	455 924,99	398 333,44
. Autres immobilisations corporelles		A9	3 355 345,62	2 543 072,57	812 273,05	735 492,00
. Immobilisations corporelles en cours		A10				
. Avances et acomptes		A11	387 423,43		387 423,43	316 623,43
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		A12	8 164 157,25	2 281 646,58	5 882 510,67	7 183 403,04
. Participations		A13	4 038 646,91	689 646,58	3 349 000,33	4 058 959,61
. Créances rattachées à des participations		A14	3 434 983,65	1 542 000,00	1 892 983,65	2 452 916,74
. Autres titres immobilisés		A15	612 109,14		612 109,14	612 109,14
. Prêts		A16				
. Autres immobilisations financières		A17	78 417,55	50 000,00	28 417,55	59 417,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE I		A18	69 967 252,02	39 890 712,55	30 076 539,47	31 324 477,21
ACTIF CIRCULANT		A19				
STOCKS ET EN COURS		A20	235 604,20		235 604,20	251 039,72
. Matières premières et approvisionnements		A21	204 174,34		204 174,34	224 650,05
. Marchandises		A22	31 429,86		31 429,86	26 389,67
CREANCES		A23	47 220 206,72	1 256 988,21	45 963 218,51	70 864 857,85
. Créances clients, usagers et comptes rattachés		A24	18 527 008,48	1 256 988,21	17 270 020,27	18 734 673,71
. Créances reçues par legs ou donations		A25				
. Autres créances		A26	28 051 271,26		28 051 271,26	51 231 184,14
. Fournisseurs débiteurs		A27	641 926,98		641 926,98	899 000,00
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		A28	6 386 505,11		6 386 505,11	7 716 828,06
INSTRUMENTS DE TRESORERIE		A29				
DISPONIBILITES		A30	4 383 447,48		4 383 447,48	7 237 968,46
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		A31	1 809 217,46		1 809 217,46	1 783 758,85
TOTAL ACTIF CIRCULANT II		A32	60 034 980,97	1 256 988,21	58 777 992,76	87 854 452,94
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS III		A33				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS IV		A34				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF V		A35				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)		A36	130 002 232,99	41 147 700,76	88 854 532,23	119 178 930,15

BILAN PASSIF

	n°	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES			
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE			
. Fonds propres statutaires	B1		
. Fonds propres complémentaires	B2	12 184 777,26	13 156 935,13
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	B3		
. Fonds propres statutaires	B4		
. Fonds propres complémentaires	B5		
ECART DE REEVALUATION	B6	1 208 433,89	1 208 433,89
RESERVES	B7	2 852 972,01	2 838 685,20
. Réserves statutaires ou contractuelles	B8	330 431,08	316 144,27
. Réserves pour projet de l'entité	B9		
. Réserves de trésorerie	B10		
. Autres réserves	B11	2 522 540,93	2 522 540,93
REPORT A NOUVEAU	B12		
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	B13	18 434,63	-957 871,06
SITUATION NETTE	B14	16 264 617,79	16 246 183,16
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES			
Subventions d'investissement	B15	49 015,30	53 016,55
. Brut	B16	80 025,00	80 025,00
. Amortissements	B17	31 009,70	27 008,45
. Provisions réglementées	B18		
TOTAL FONDS PROPRES I	B19	16 313 633,09	16 299 199,71
FONDS REPORTES ET DEDIES II	B20	2 009 350,99	2 445 961,21
. Fonds reportés liés aux legs ou donations	B21		
. Fonds dédiés	B22	2 009 350,99	2 445 961,21
PROVISIONS III	B23	3 868 184,12	3 898 401,85
. Pour Risques	B24	868 999,33	925 009,96
. Pour Charges	B25	2 999 184,79	2 973 391,89
DETTES	B26	24 297 657,12	26 595 197,35
. Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	B27		
. Emprunts auprès des établissements de crédit	B28	1 924 818,53	3 199 793,77
. Emprunts et dettes financières diverses	B29	6 663,57	6 663,34
. Avances reçues organismes et usagers créditeurs	B30	2 056 486,00	1 851 836,63
. Fournisseurs et comptes rattachés	B31	14 728 341,93	15 357 092,04
. Dettes de legs ou donations	B32		
. Dettes fiscales et sociales	B33	4 231 533,09	4 276 499,55
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	B34	103 622,74	133 417,91
. Autres dettes	B35	1 246 191,26	1 769 894,11
. Instruments de trésorerie	B36		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	B37	42 365 706,91	69 940 170,03
TOTAL DETTES ET ASSIMILES IV	B38	66 663 364,03	96 535 367,38
Ecart de conversion Passif V	B39		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V) B40		88 854 532,23	119 178 930,15

COMPTE DE RESULTAT

	n°	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	C1	2 867 808,10	2 704 739,72
Ventes de marchandises	C2	4 250,28	6 245,45
Ventes de prestations de services	C3	51 530 645,64	50 416 982,52
TOTAL PRODUITS NETS	C4	54 402 704,02	53 127 967,69
Produits de tiers financeurs :			
Concours publics et subventions d'exploitation	C5	27 881 023,27	28 177 466,04
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	C6		
Ressources liées à la générosité du public	C7		
Dons manuels	C8	35 243,79	20 315,64
Mécénats	C9		
Legs, donations et assurances vies	C10		
Contributions financières	C11		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	C12	566 963,08	561 342,86
Transferts de charges	C13	236 272,84	-73 699,34
Utilisation des fonds dédiés	C14	2 445 961,21	1 722 315,30
Autres produits	C15	10 421 223,55	9 727 661,12
TOTAL (a)	C16	95 989 391,76	93 263 369,31
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	C17	4 398,93	633,64
Variation de stocks (marchandises)	C18	-2 185,45	2 126,90
Achats de matières premières et autres approvisionnements	C19	37 885 231,80	37 397 515,34
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)	C20	17 620,97	-23 747,62
Autres achats et charges externes (b)	C21	8 234 179,27	7 883 322,46
Aides financières	C22		
Impôts, taxes et versements assimilés	C23	2 347 830,67	2 030 821,88
Salaires et traitements	C24	13 733 219,81	12 870 628,99
Charges sociales	C25	5 542 511,24	5 063 758,40
Dotations aux amortissements des immobilisations	C26	685 846,38	819 411,68
Dotations aux provisions sur immobilisations	C27		
Dotations aux dépréciations sur actifs circulant	C28	18 795,50	34 871,99
Dotations aux provisions pour risques et charges	C29	517 591,24	580 643,07
Reports en fonds dédiés	C30	2 009 350,99	2 445 961,21
Autres charges	C31	24 350 012,02	24 705 970,13
TOTAL (c)	C32	95 344 403,37	93 811 918,07
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I - II)	644 988,39	-548 548,76
PRODUITS FINANCIERS			
De participations (d)	C34	246 415,25	233 098,67
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (d)	C35		
Autres intérêts et produits assimilés (d)	C36	445 827,27	308 566,16
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charge	C37		
Différences positives de change	C38	185,02	64,70
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	C39		
TOTAL	C40	692 427,54	541 729,53
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	C41	800 000,00	
Intérêts et charges assimilées (e)	C42	364 182,12	820 425,56
Différence négatives de change	C43	283,18	1 029,44
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	C44		
TOTAL	C45	1 164 465,30	821 455,00
2 - RESULTAT FINANCIER	(III - IV)	-472 037,76	-279 725,47
3 - RESULTAT COURANT	(I - II + III - IV)	172 950,63	-828 274,23

COMPTE DE RESULTAT

	n°	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	C48		
Sur opérations en capital (f)	C49	6 700,00	6 500,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	C50		
TOTAL (V)	C51	6 700,00	6 500,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	C52		
Sur opérations en capital (g et h)	C53		4 112,83
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	C54		
TOTAL (VI)	C55		4 112,83

4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	C56	6 700,00	2 387,17
---	------------	-----------------	-----------------

5 - PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)	C57		
---	------------	--	--

6 - IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	C58	161 216,00	131 984,00
--	------------	-------------------	-------------------

Total PRODUITS (I + III + V)	C59	96 688 519,30	93 811 598,84
Total CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	C60	96 670 084,67	94 769 469,90

7 - RESULTAT (Produits - Charges)	C61	18 434,63	-957 871,06
---	------------	------------------	--------------------

(a) Dont produits afférents à des exercices antérieurs	C62		
(b) Dont redevances sur crédit-bail mobilier	C63		
redevances sur crédit-bail immobilier	C64		
(c) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	C65		
(d) Dont produits concernant des entreprises liées	C66		
(e) Dont intérêts concernant des entreprises liées	C67		
(f) Dont produits de cession des immobilisations	C68	6 700,00	6 500,00
(g) Dont valeurs brutes des immobilisations cédées ou sorties	C69	292 037,29	1 802 318,11
(h) Dont amortissements des immobilisations cédées ou sorties	C70	292 037,29	1 798 205,28

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	C71		
Prestations en nature	C72		
Bénévolat	C73		
TOTAL	C74		
CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	C75		
Mise à disposition gratuite de biens	C76		
Prestations en nature	C77		
Personnel bénévole	C78		
TOTAL	C79		

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 88 854 532,23 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 18 434,63 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

La présente liasse comporte 21 feuillets indissociables qui ont été arrêtés le 15/05/2025 par le Conseil d'Administration de l'Association.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur résultant du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Plan Comptable Général, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (JO du 30 décembre 2018).

Objet social, activités et moyens mis en œuvre :

Objet :

« La Ligue française de l'enseignement, Confédération générale des œuvres laïques, Mouvement d'éducation populaire », dite « la Ligue de l'enseignement » fondée par Jean Macé en 1866 a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à s'associer pour débattre et agir afin :

- 1- de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix ;
- 2- de développer toutes les initiatives collectives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs ;
- 3- de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation autonome des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment à raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle...

Étant donné son caractère, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Missions :

Pour atteindre cet objet, elle participe à l'élaboration démocratique et à la mise en œuvre de politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle et sportive, d'action sociale et de communication, en ce qu'elles favorisent, par des actions coordonnées de l'État, des collectivités territoriales et des institutions européennes, une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, les libertés fondamentales et le progrès de la démocratie.

Comme mouvement d'éducation populaire, elle se donne pour mission d'être à la fois :

- un mouvement d'éducation laïque qui concourt à la démocratisation, l'extension et l'amélioration du service public de l'Éducation nationale sur l'ensemble du territoire français associant les collectivités territoriales et les citoyens dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle ;

- un mouvement social fédérant des associations et des personnes morales qui encourage toutes les initiatives individuelles et collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement civique et de faire vivre la solidarité. Pour cela, la Ligue de l'enseignement suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. Elle contribue à l'animation de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts ;

- un mouvement d'idées qui favorise les lieux de rencontre et de débats, qui donne aux citoyens l'envie de connaître et de comprendre les questions de société pour exercer une pleine citoyenneté ;

- une organisation d'économie sociale qui promeut l'économie au service de l'Homme et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation...

Elle prolonge ses missions dans l'union européenne et dans la coopération internationale par des partenariats avec des organisations partageant ses buts et ses valeurs.

Moyens :

Mouvement laïque d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Elle regroupe, à travers 103 fédérations départementales, près de 24 000 associations locales présentes dans 20 000 communes et représentant plus d'un million d'adhérents.

Champs d'action :

L'éducation et la formation :

La Ligue de l'enseignement accompagne les acteurs éducatifs, les enseignants, les familles, les formateurs et les animateurs, les élus et agents des collectivités locales, pour que ce droit profite réellement à tous et tout au long de la vie.

La culture :

Par un réseau dense de diffusion culturelle, la Ligue de l'enseignement s'adresse à des publics divers, à commencer par les enfants et les jeunes, en mobilisant les trois leviers de l'éducation artistique et culturelle : la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes et les pratiques artistiques. Tous les arts sont concernés (cinéma, spectacle vivant, musique, etc.). La Ligue de l'enseignement est particulièrement attentive à développer le goût de la lecture et à contribuer à la démocratisation de la culture numérique.

Les vacances et loisirs éducatifs :

Premier organisateur de colonies de vacances, avec Vacances pour tous, la Ligue de l'enseignement plaide pour la démocratisation de cette expérience hors du cadre familial, propice à l'approfondissement d'une passion, à l'exploration de nouveaux centres d'intérêts et à l'apprentissage du « vivre ensemble ».

L'organisation de séjours pour les écoliers, collégiens et lycéens en classes de découvertes en France et à l'étranger favorise également l'émancipation du jeune ainsi que la découverte de nouvelles cultures. Enfin, les séjours en familles dans nos centres et villages de vacances favorisent le temps passé en famille autour des loisirs et de la découverte de nouveaux horizons.

La Ligue de l'enseignement favorise la mobilité des jeunes en accompagnant également leurs projets d'engagement et de solidarité en Europe ou à l'international.

I) Faits caractéristiques de l'exercice

Amélioration de la rentabilité de l'exploitation et notamment de l'activité vacances.

La masse salariale, en hausse de 7.8%, soit + 1 341 344 €, subit notamment l'effet mécanique lié aux évolutions de branche, complété des coûts salariaux en année pleine des créations de postes adoptés en 2023.

II) Conventions générales comptables

Elles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

- Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Il faut préciser qu'en 1990 il a été procédé à une réévaluation libre des actifs immobilisés corporels. L'écart de réévaluation a été viré au fonds associatif. Depuis 1990, la règle de réévaluation annuelle systématique a été écartée.

Lors de la clôture de l'exercice 2005, le patrimoine immobilier a vu ses coûts historiques réaffectés conformément aux nouvelles règles comptables, c'est à dire en tenant compte de la valeur vénale et des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs. La méthode prospective a été retenue.

Ceci a conduit à transférer les sur-amortissements constatés sur les immeubles aux postes d'agencements qui nécessitaient un complément d'amortissement.

Depuis l'exercice 2018, les amortissements ne sont plus comptabilisés sur les sièges de Saint Fargeau et Récamier, leur valeur de revente étant plus importante que leur valeur nette comptable au bilan.

- Provisions

En cohérence de la démarche de retraitement des actifs, l'exercice 2005 a vu restructurer la dotation aux provisions pour travaux sur le patrimoine afin de couvrir le programme de réhabilitation. Les dépenses sont affectées site par site en perspective de leur réalisation, et sont alors comptabilisées en charges d'exploitation, le corollaire étant la reprise, à due concurrence, de la provision antérieurement constituée.

Les travaux projetés font l'objet d'une actualisation annuelle lors de l'arrêté des comptes, ce qui peut conduire à la substitution d'un projet à un autre, amenant ainsi à réaffecter la provision devenue sans objet, pour un montant au moins équivalent à un projet identifié comme plus urgent.

Les travaux réalisés en 2024 ont donné lieu à une reprise de provision de 56 010,63 €.

Le plan patrimoine voté en Conseil d'Administration en 2020 prévoit d'utiliser les ressources dégagées par les cessions de centres pour réaliser des travaux de réhabilitation. La cession du village l'Arnèche en 2022 a permis de doter la somme de 742 299,15€ au plan patrimoine.

La provision cumulée et constituée à ce titre après reprise et dotation de l'exercice apparaît au passif pour 868 999,33 €.

- Immobilisations financières

Nous avons procédé à un abandon de créances de 350 300 euros en faveur de notre filiale VPTI avec clause de retour à meilleure fortune. Cette somme est enregistrée en charges financières (ligne C42 du compte de résultat).

Pour mémoire, les titres VPTI sont provisionnés à 100% pour la somme de 189 646,58€.

Une provision complémentaire pour le compte courant d'un montant de 500 000 € est constatée en 2024, soit une provision totale de 1 452 000€. Les abandons de créances cumulés depuis 2016 représentent la somme de 5 728 300€.

Une provision complémentaire sur titres SETR a été enregistrée en 2024 pour un montant de 210 000€, les titres sont donc provisionnés à 100% pour la somme de 500 000€. La somme de 90 000€ a également été provisionnée pour le compte courant SETR.

Le dividende perçu sur les résultats 2023 de notre filiale INFREP a été comptabilisé en 2024 pour 200 000€ (ligne C34 du compte de résultat).

Suite à la réduction de capital de la SCI Promotion Loisirs réalisée en 2024, les parts sociales détenues par la ligue de l'enseignement ont été remboursées en 2024 pour 499 959,28 €. Cette opération n'a pas généré de plus ou moins-value sur l'exercice.

- Créances clients et produits perçus d'avance

La volonté d'administrer de façon transparente la centrale de réservation a nécessité de concevoir un logiciel qui identifie en permanence le carnet de commande et permet le suivi de l'encaissement des créances clients sur séjours échus et non échus. Ceci conduit à présenter à l'actif du bilan la créance clients à encaisser et au passif du bilan les séjours non échus sur la ligne produits constatés d'avance.

Les dépréciations ont été constituées lorsqu'elles sont apparues nécessaires.

- Subventions

La mise en application du plan comptable 2020 nécessite l'enregistrement de la totalité des CPO(s) signées en 2024 en compte subventions à recevoir, en contrepartie des comptes de produits subventions pour la part 2024, et produits constatés d'avance pour la part concernant les exercices suivant.

Les CPO signées en 2024 enregistrées en produit constatés d'avance représentent la somme de 1 077 000€.

La part 2024 des CPO antérieures reprise en compte de produits subventions, en contrepartie des produits constatés d'avance est de 24 835 600 € (principalement Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse).

- Fiscalité

Les instructions administratives de septembre 1998 et février 1999 nous ont conduit en 2000 à assujettir une part de nos activités du service vacances aux impôts commerciaux.

- Rémunérations des dirigeants

Aucun administrateur n'a été salarié sur l'exercice 2024.

III) Informations complémentaires

- Indemnité de fin de carrière

Cet engagement vis-à-vis du personnel est comptabilisé selon la même méthode que celle arrêtée en 2009, à savoir les salariés âgés de 55 ans au moins avec une projection de départ à 67 ans quelle que soit leur ancienneté.

A ce titre figure au chapitre provisions au passif du bilan une somme de 2 763 184,79 €.

La provision contient à la fois l'indemnité en principal et les charges sociales patronales.

- Service Civique

La Ligue de l'enseignement gère depuis le 1^{er} septembre 2010 des contrats de service civique. L'agrément porte sur 3 500 postes pour année 2024. Nous avons accueilli 3 473 volontaires cette année, et au 31 décembre 2024, 2 908 postes étaient pourvus.

Fonds dédiés

La partie non utilisée des subventions fait l'objet d'un report au bénéfice de l'exercice suivant. Cette ligne apparaît en charges d'exploitation sur la ligne report de ressources non utilisées des exercices antérieurs, et au passif du bilan sous le vocable fonds dédiés (ligne B22).

Bénévolat

La Ligue de l'enseignement étant une tête de réseau, elle n'a à ce titre pas de bénévoles directs, en dehors des fonctions électives (Conseil d'administration et bureau notamment). Les actions menées par les bénévoles le sont sur les territoires animés par les fédérations départementales de la Ligue.

Toute valorisation de ces contributions volontaires en nature reviendrait à comptabiliser deux fois le bénévolat, une fois dans la fédération, une fois dans la tête de réseau. C'est pourquoi le parti pris est de ne pas valoriser le bénévolat au niveau confédéral.

IV) Délégation de Service Public (DSP)

La confédération s'est vu renouveler par la ville de Paris à compter du 1^{er} septembre 2016, la gestion pour dix ans de deux centres d'hébergement et d'un centre d'animation.

L'exercice comptable de cette délégation court du 1^{er} septembre au 31 août de chaque année. Il a été créé un établissement comptable spécifique agrégé aux comptes de la Ligue.

Cette délégation a nécessité la prise en considération dans nos comptes des contraintes imposées par le délégataire, à savoir :

- Travaux de réhabilitation

Obligation nous est faite de procéder à des travaux destinés à être absorbés intégralement sur les comptes de notre gestion (10 ans). Afin de lisser la charge d'exploitation, une charge d'entretien linéaire représentant 10 % de l'enveloppe de l'engagement contractuel est comptabilisée et trouve sa contrepartie, soit en engagements pour les travaux réalisés, soit dans un poste de frais à payer pour les travaux non encore engagés.

Sur les quatre premiers mois de cette DSP, nous avons enregistré la somme de 86 373,18 € en charges constatées d'avance, soit un montant cumulé au 31/12/24 de 559 866,01 €.

- Indemnités de fin de carrière

La convention de délégation nous prescrit d'assumer ce poste de charges tout au long de notre gestion (10 ans). Nous avons retenu de lisser le provisionnement de cet engagement sur la durée de notre gestion pour les personnels devant partir à la retraite. Au 31/12/2024, le total s'élève à 149 509,07 € (compte 428300).

- Résultat CISP

Le résultat du 4^e exercice de la DSP du 01/09/23 au 31/08/24 s'est élevé à : 59 277,22 €.

Pour ce qui est de la période du 01/09/24 au 31/12/24, le résultat intermédiaire s'élève à 356 248,68 €. La neutralisation des résultats s'effectue sur la ligne C13.

V) Evènements post clôture

La promesse de vente signée en 2024 pour le centre d'Hourtin a été abandonnée, un nouveau compromis est en cours, pour une signature en 2026

Une nouvelle promesse de vente est également en cours pour le village Léon Bourgeois, pour une signature en 2025.

Les travaux de rénovation du Théâtre Récamier se sont terminés début 2025. L'activité de la SETR a donc démarré en 2025.

MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2024

	Valeur Brute au début	Acquisitions	Apports Rééval.	Cessions, hors service et regul.	Virements de postes	Valeur Brute à la fin
	<i>Col. 1</i>	<i>Col. 2</i>	<i>Col. 3</i>	<i>Col. 4</i>	<i>Col. 5</i>	<i>Col. 6</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 099 745,34	11 730,00			14 310,00	1 125 785,34
. Logiciels						
. Autres	1 099 745,34	11 730,00			14 310,00	1 125 785,34
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 256 585,71	727 071,01		292 037,29	-14 310,00	60 677 309,43
. Terrains	13 775 826,16					13 775 826,16
. Constructions sur sol propre	38 694 938,01	16 613,20		3 202,73		38 708 348,48
. Constructions sur sol d'autrui	1 082 718,85			7 630,24		1 075 088,61
. Insatallations techniques, matériel et outillage industriel	3 306 282,10	190 179,22		121 184,19		3 375 277,13
. Autres immobilisations corporelles	3 080 197,16	435 168,59		160 020,13		3 355 345,62
. Matériel de transport						
. Autres						
. En cours	316 623,43	85 110,00			-14 310,00	387 423,43
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 665 049,62	480 366,91		981 259,28		8 164 157,25
. Participations	4 538 606,19			499 959,28		4 038 646,91
. Créances rattachées à des participations	3 404 916,74	480 366,91		450 300,00		3 434 983,65
. Autres titres immobilisés	612 109,14					612 109,14
. Prêts						
. Autres immobilisations financières	109 417,55			31 000,00		78 417,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	70 021 380,67	1 219 167,92		1 273 296,57		69 967 252,02

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2024

	Amortis. au début	Dotations exercice	Apports	Reprises Amortis.	Virements de postes	Amortis. à la fin
	<i>Col. 1</i>	<i>Col. 2</i>	<i>Col. 3</i>	<i>Col. 4</i>	<i>Col. 5</i>	<i>Col. 6</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	836 352,20	42 098,05				878 450,25
. Logiciels						
. Autres	836 352,20	42 098,05				878 450,25
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 378 904,68	643 748,33		292 037,29		36 730 615,72
. Terrains						
. Constructions sur sol propre	30 051 782,42	151 392,09		3 202,73		30 199 971,78
. Constructions sur sol d'autrui	1 074 468,44	1 381,03		7 630,24		1 068 219,23
. Insatallations techniques, matériel et outillage industriel	2 907 948,66	132 587,67		121 184,19		2 919 352,14
. Autres immobilisations corporelles	2 344 705,16	358 387,54		160 020,13		2 543 072,57
. Matériel de transport						
. Autres						
. En cours						
TOTAL AMORTISSEMENTS SUR ACTIF IMMOBILISE	37 215 256,88	685 846,38		292 037,29		37 609 065,97

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS AU 31/12/2024

	Valeur au début	Dotations	Reprises	Solde à la fin
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	13 156 935,13		972 157,87	12 184 777,26
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation	1 208 433,89			1 208 433,89
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles	316 144,27	14 286,81		330 431,08
Réserves pour projet de l'entité				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves	2 522 540,93			2 522 540,93
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	-957 871,06	18 434,63	-957 871,06	18 434,63
Situation nette	16 246 183,16	32 721,44	14 286,81	16 264 617,79
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	53 016,55	-4 001,25		49 015,30
Brut	80 025,00			80 025,00
Amortissement	-27 008,45	-4 001,25		-31 009,70
Provisions réglementées				
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	16 299 199,71	28 720,19	14 286,81	16 313 633,09

MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS ET PROVISIONS AU 31/12/2024

	Montant au Début n	Dotations exercice		Reprises de provisions		Régularisations ou Apports (1)	Montant en Fin n
		Exploitat.	Financ & Except	Exploitat.	Financ & Except		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 898 401,85	517 591,24		547 808,97			3 868 184,12
- Autres provisions pour risques et charges	110 000,00			110 000,00			
- Provisions sur immobilisations	925 009,96			56 010,63			868 999,33
- Provisions pour procédures en cours	10 000,00						10 000,00
- Provisions pour retraites	2 677 391,89	467 591,24		381 798,34			2 763 184,79
- Provisions pour réunions statutaires	176 000,00	50 000,00					226 000,00
DEPRECIATIONS	2 738 993,40	18 795,50	800 000,00	19 154,11			3 538 634,79
- Des immobilisations							
- Des participations	479 646,58		210 000,00				689 646,58
- Des créances rattachées à des participations	952 000,00		590 000,00				1 542 000,00
- Des autres titres immobilisés							
- Des autres immobilisations financières	50 000,00						50 000,00
- Sur clients, organismes et usagers	1 257 346,82	18 795,50		19 154,11			1 256 988,21
- Sur autres créances							
- Sur fournisseurs débiteurs							
TOTAL DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	6 637 395,25	536 386,74	800 000,00	566 963,08			7 406 818,91

ECHEANCES CREANCES ET DETTES AU 31/12/2024

ETAT DES CREANCES

	Brut	A 1 an au +	A plus d'un an
1. De l'ACTIF IMMOBILISE	3 513 401,20	3 434 983,65	78 417,55
. Créances rattachées à des participations	3 434 983,65	3 434 983,65	
. Prêts			
. Autres immobilisations financières	78 417,55		78 417,55
2. De l'ACTIF CIRCULANT	49 280 664,07	48 945 444,48	335 219,59
. Organismes et usagers (+ factures à établir)	14 411 012,74	14 411 012,74	
. Fédérations	4 115 995,74	4 115 995,74	
. Autres créances	28 047 690,38	27 712 470,79	335 219,59
. Fournisseurs débiteurs (y compris d'immobilisations)	644 549,41	644 549,41	
. Charges constatées d'avance	2 061 415,80	2 061 415,80	
TOTAL DES CREANCES	52 794 065,27	52 380 428,13	413 637,14

ETAT DES DETTES

	Brut	A 1 an au +	A plus d'un an
3. EMPRUNTS	1 939 949,46	1 288 886,55	651 062,91
. Emprunts auprès des établissements de crédit (+ intérêts courus non échus)	1 924 818,53	1 281 558,36	643 260,17
. Emprunts et dettes diverses : dépôts et cautionnements reçus (+ intérêts courus non échus)	15 130,93	7 328,19	7 802,74
4. AUTRES DETTES	65 555 375,05	65 555 375,05	
. Avances reçues des organismes et usagers créditeurs	2 056 486,00	2 056 486,00	
. Fournisseurs et comptes rattachés	7 274 634,21	7 274 634,21	
. Fédérations	7 980 748,08	7 980 748,08	
. Dettes fiscales et sociales	4 526 599,86	4 526 599,86	
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 622,74	103 622,74	
. Autres dettes	1 246 191,26	1 246 191,26	
. Produits constatés d'avance	42 367 092,90	42 367 092,90	
TOTAL DETTES ET ASSIMILES	67 495 324,51	66 844 261,60	651 062,91

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN AU 31/12/2024

POSTES DU BILAN	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES		MONTANT DES DETTES OU CREANCES REPRESENTES PAR EFFETS DE COMMERCE
	ENTREPRISES LIEES ET RESEAU	AVEC LESQUELLES LA SOCIETE A UN LIEN DE PARTICIPATION ET FILIALES	
. Capital souscrit non appelé			
. Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
. Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
. Participations		4 038 646,91	
. Créances rattachées à des participations		3 434 983,65	
. Autres titres immobilisés			
. Prêts			
. Autres immobilisations financières			
. Avances et acomptes versés sur commandes	51 912,62		
. Créances clients et comptes rattachés	4 295 104,20	442 385,21	
. Autres créances	41 069,94	113 376,75	
. Capital souscrit appelé, non versé			
. Valeurs mobilières de placement			
. Disponibilités			
. Emprunts obligataires, convertibles			
. Autres emprunts obligataires			
. Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit			
. Emprunts et dettes financières divers		600,00	
. Avances et acomptes reçus sur commande en cours	20 517,82		
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 308 924,16	51 276,70	
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
. Autres dettes	316 287,51		

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES AU 31/12/2024

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUE DE	MONTANT INITIAL	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				ENGAGEMENTS A REALISER SUR NOUVELLES RESSOURCES AFFECTEES	FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE
		A	B	C	D = A - B + C
Ademe (Eco-Label)	120 383,00	0,00			0,00
Service civique (AAP CEJ)	1 050 000,00	642 427,07	642 427,07		0,00
Jeunesse et Sport (Transitère)	50 000,00	38 632,85	38 632,85	38 632,85	38 632,85
Erasmus MigrArts	185 989,00	107 270,84	107 270,84	101 264,67	101 264,67
EACEA (Ashoah)	111 000,00	41 070,24	41 070,24	20 190,24	20 190,24
AFD (Jeunes Ambassadeurs)	370 000,00	229 290,93	229 290,93	110 651,63	110 651,63
ERASMUS (Ecoreact)	400 000,00	294 268,33	294 268,33	251 735,58	251 735,58
ERASMUS (E Say)	400 000,00	375 902,84	375 902,84	262 868,59	262 868,59
Ministère du Travail (Definum)	994 000,00	717 098,11	717 098,11	350 375,94	350 375,94
Min, de l'Intérieur/ Outre-mer (Ambassadrices de l'égalité)	50 000,00			47 613,93	47 613,93
Min, de l'Intérieur/ Outre-mer (Ambassadrices de l'égalité)	50 000,00			47 613,93	47 613,93
Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (Pépites)	100 000,00			55 869,49	55 869,49
Agence du service civique (Accès au service civique)	545 500,00			340 256,28	340 256,28
Agence du service civique (Accessibilité à l'international)	52 500,00			52 500,00	52 500,00
Centre national du livre	43 728,00			43 728,00	43 728,00
Ademe (Eco-Label)	300 000,00			204 067,86	204 067,86
ANCT (Cœurs de France Webrunners)	50 000,00			50 000,00	50 000,00
ERASMUS (C'est parti pour l'Europe)	31 982,00			31 982,00	31 982,00
	4 905 082,00	2 445 961,21	2 445 961,21	2 009 350,99	2 009 350,99

DETAIL DES SUBVENTIONS AU 31/12/2024

SUBVENTIONNEURS	2024	2023
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse CPO 2023 - 2025	24 249 600,00	24 249 600,00
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse		
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.....	300 000,00	300 000,00
Avenant développement du Service civique.....	563 575,00	544 264,00
DJEPVA - Programme Transi'terre.....		600,00
DJEPVA - Accompagnement éducatif Mayotte.....	340 000,00	
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse CDVA CPO 2022 - 2024		
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Formation des bénévoles	112 000,00	112 000,00
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse		
Fonjep - CPO 2024.....	184 206,53	188 647,50
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères		
FONJEP - VVSI JSI (Solidarité Internationale).....	210 850,00	253 100,00
Construire le Monde d'Après.....	20 000,00	
Rwanda.....		20 000,00
Ministère de la Culture		
Avenant CPO 2022 - 2025.....	105 000,00	105 000,00
Avenant 2024.....	26 000,00	56 000,00
Ministère chargé de la Ville Direction générale des collectivités locales - ANCT		
CPO 2023-2025 accompagnement politiques éducatives	70 000,00	70 000,00
Cœurs de France Webrunners	50 000,00	
CPO 2024 - 2026 plan de formation Valeurs de la République et laïcité.....	25 000,00	25 000,00
Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer		
Pépites.....	100 000,00	
Ambassadrices de l'égalité.....	50 000,00	
Ambassadrices de l'égalité.....	50 000,00	
Ministère du Travail		
DEFINIUM 2023-2025.....		994 000,00
Régions		
Communes		
Batz s/Mer Ecole de voile.....	2 000,00	2 000,00
Paris	3 500,00	
Commission Européenne		
Caisse Nationale des Allocations Familiales		
CPO 2024 - 2027.....	153 000,00	153 000,00
Etablissement Public		
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.....	300 000,00	14 000,00
Centre national du livre.....	43 728,00	
Office Franco-Allemand pour la Jeunesse	229 738,74	256 254,54
Agence du Service Civique		
Mobilisation pour l'accès au service civique 2024-2025.....	545 500,00	
Accessibilité du service civique à l'international 2024-2025.....	52 500,00	
Agence Erasmus Plus		
KA155 (2024-2025) C'est parti pour l'Europe	31 982,00	
KA220 (2022-2025) E Say The voice of fraternity		400 000,00
KA220 (2023 2025) Ecoreact.....		400 000,00
KA121 (2022 2023) Mobilités Adultes Formation.....	62 843,00	20 000,00
	27 881 023,27	28 163 466,04

27 881 023,27

28 163 466,04

EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU**31/12/2024****CAPITAL**

ANNEE	DUREE	TAUX	ORGANISME	TOTAL DU A L'ORIGINE	TOTAL ECHU A FIN N-1	ECHEANCES DE L'ANNEE N	TOTAL ECHU A FIN N	RESTE DU	CAPITAL RESTANT DU		
									- 1 AN	1 AN à 5 ANS	+ 5 ANS
2020	5 ANS	0,50%	BRED	2 550 000,00	947 537,70	637 478,83	1 585 016,53	964 983,47	642 148,02	322 835,45	
2020	5 ANS	0,30%	SOCIETE GENERALE	2 550 000,00	952 668,53	637 496,41	1 590 164,94	959 835,06	639 410,34	320 424,72	
TOTAL				5 100 000,00	1 900 206,23	1 274 975,24	3 175 181,47	1 924 818,53	1 281 558,36	643 260,17	0,00

INTERETS

ANNEE	DUREE	TAUX	ORGANISME		INTERETS COURUS NON ECHUS A FIN N		TOTAL INTERETS NON ECHUS	INTERETS NON ECHUS		
								- 1 AN	1 AN à 5 ANS	+ 5 ANS
2020	5 ANS	0,50%	BRED		5 586,42		5 586,42	4 898,70	687,72	
2020	5 ANS	0,30%	SOCIETE GENERALE		2 880,94		2 880,94	2 400,30	480,64	
TOTAL					8 467,36		8 467,36	7 299,00	1 168,36	0,00

PRODUITS A RECEVOIR AU 31/12/2024

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Organismes clients et usagers : factures à établir	1 325 408,32
Autres créances	
V.M.P. - Intérêts courus non échus	
TOTAL	1 325 408,32

CHARGES A PAYER AU 31/12/2024

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts auprès des établissements de crédit : intérêts courus non échus	8 467,36
Emprunts et dettes diverses : intérêts courus non échus	29,19
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 304 994,50
Dettes fiscales et sociales	13 720,41
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 622,74
Autres dettes	
TOTAL	4 430 834,20

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE AU 31/12/2024

	CHARGES	PRODUITS
Charges/Produits d'exploitation	1 809 217,46	42 365 706,91
Charges/Produits financiers		
Charges/Produits exceptionnels		
TOTAL	1 809 217,46	42 365 706,91

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU	31/12/2024
----------------------------------	-------------------

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés échus	
Avals et cautions	4 411 286,36
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
Nantissement Parts Sociales BRED au titre de sûreté réelle	200 000,00
(Au profit de la BRED en garantie des prêts filiale SETR)	
TOTAL (1)	4 611 286,36
(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	4 611 286,36
- les participations	
- les autres entreprises liées	
- le réseau (F.D.)	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Les cautions concernent :

- cautions sur prêts bancaires de la filiale VPTI	2 174 435,91
- caution sur prêts bancaires de la filiale SETR (conjointement avec l'APAC)	2 236 850,45
	4 411 286,36

EFFECTIFS AU 31/12/2024

	PERSONNEL SALARIE (N)		PERSONNEL SALARIE (N-1)	
	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D
Cadres	97	4	90	1
Agents de maîtrise et techniciens	126	17	134	8
Employés	32	25	33	20
Employés (saisonniers centres de vacances)		32		26
Détachés		9		12
TOTAL	255	87	257	67

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS AU 31/12/2024

ENTITES JURIDIQUES	CAPITAL (euros)	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE CAPITAL ET RESULTAT	QUOTE PART DU CAPITAL %	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FOURNIS	C.A. HT DU DERNIER EXERCICE CLOS	BENEFICE OU PERTE DU DERNIER EXERCICE CLOS	DIVIDENDES ENCAISSES AU COURS DE L' EXERCICE	MONTANT DES ABANDONS DE COMPTE COURANT AVEC CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE	DEPRECIATIONS SUR PRETS ET AVANCES CONSENTIS NON REMBOURSES ET AUTRES
				BRUTE	NETTE							
SARL LIGAP	122 500	2 131 961	50	3 811	3 811			1 555 172	241 674			
SASU GCMS	38 112	116 751	3	1 189	1 189			888 113	3 207			
SAS V.P.T.I.	191 250	-1 698 485	100	189 647	0	2 899 984	2 174 436	8 346 261	47		5 728 300	1 452 000
SAS INFREP	3 022 500	5 257 999	100	3 022 500	3 022 500			27 198 510	77 924	200 000		
SCI LES QUATRE SAISONS	400 000	0	80	320 000	320 000			135 856	40 204			
SAS SETR	1 500 000	-458 779	33	500 000	0	535 000	2 236 850	0	-134 428			90 000